

PROGRAMME DE TRAVAIL 2013

Tout au long de l'année 2013, *Notre Europe – Institut Jacques Delors* prolonge ses travaux antérieurs en se concentrant sur des thèmes en phase avec les échéances décisionnelles européennes et faisant l'objet de débats politiques en cours ou émergents.

Beaucoup de ces travaux portent la marque des tensions de toute nature que connaît l'Union européenne : ils ont tous vocation à clarifier leurs fondements, à permettre de mieux comprendre la logique des acteurs nationaux et européens concernés et à proposer des analyses et propositions visant à consolider et approfondir la construction européenne.

Ils sont développés dans le cadre des trois axes de travail « Union européenne et citoyens », « Compétition, coopération, solidarité » et « Actions extérieures européennes », sur la base des éléments de programme présentés ci-après.

1. Approfondir l'Union politique européenne

Le fonctionnement et la poursuite de l'intégration européenne concernent plus que jamais tous les citoyens et acteurs politiques européens : c'est sur la base d'un tel credo que nos travaux 2013 portent en priorité sur deux enjeux essentiels d'un point de vue politique, institutionnel et citoyen.

1.1. Élections européennes et démocraties nationales

Notre Europe – Institut Jacques Delors prépare les **élections européennes** de juin 2014 en analysant notamment le rôle des **partis politiques** (primaires, programmes) dans l'émergence d'un **espace public européen** et en identifiant les **grands enjeux internes et externes** susceptibles de structurer la campagne électorale de 2014, ainsi que les **grands projets** d'approfondissement de la construction européenne.

Il poursuit ses travaux sur la dimension démocratique de l'UE en se focalisant sur le rôle des **parlements nationaux** et la **dimension européenne des élections nationales** (Italie et Allemagne notamment), ainsi que sur l'évolution des **opinions publiques** vis-à-vis de l'UE.

Notre Europe – Institut Jacques Delors poursuit enfin des « **dialogues citoyens** » impliquant un public large (société civile, acteurs sociaux, enseignants et jeunes notamment), tout en analysant la mise en œuvre de l'**initiative citoyenne européenne**.

1.2. La « Fédération européenne d'États nations » : réalités et perspectives

Dans un contexte marqué par d'importants débats et projets relatifs à l'approfondissement de l'intégration européenne, notamment dans le cadre de la **zone euro**, il s'agit de produire des analyses et recommandations portant sur l'organisation de la **différenciation politique et institutionnelle** au sein de l'UE27, en tenant compte de l'évolution des **relations franco-allemandes**.

Il s'agit également de clarifier la portée du concept de « **Fédération d'États nations** » popularisé par Jacques Delors, notamment s'agissant de la **répartition des compétences** entre niveaux national et européen et en poursuivant la série d'« **analyses pays** » relatives à la manière dont l'UE est perçue par ses différents États membres et citoyens.

Il s'agit enfin d'approfondir l'analyse de l'équilibre des pouvoirs entre les **institutions européennes**, tout en prolongeant les travaux relatifs à leur fonctionnement (BCE, Cour de justice, Cour des comptes).

1.3. Autres travaux à dimension politique, institutionnelle et citoyenne

Les travaux 2013 de *Notre Europe – Institut Jacques Delors* portent également sur deux autres thématiques importantes d'un point de vue politique, institutionnel et citoyen.

1.3.1. Citoyenneté et identités européennes

Notre Europe – Institut Jacques Delors poursuit ses travaux de type anthropologique en essayant d'identifier la manière dont la crise de la dette et les interventions européennes qu'elle a suscitées ont modifié la **perception de l'UE** dans certains pays. Il se focalise sur la dimension culturelle et l'imaginaire des Européens via des travaux portant sur la circulation des **œuvres cinématographiques européennes** au sein de l'UE et au-delà, et participe au lancement d'une revue bi-média analysant les questions européennes à travers la **photographie**. Il continue enfin de contribuer au recueil des témoignages de **migrants européens** afin de mesurer la manière dont ils vivent leur(s) identité(s) européenne(s).

1.3.2. Libre circulation et contrôle des frontières

Notre Europe – Institut Jacques Delors traite des enjeux relatifs à l'espace de libre circulation interne et au contrôle des frontières extérieures, dans un contexte là aussi marqué par de fortes tensions entre

pays européens. Il s'efforce de participer aux débats relatifs à l'**espace Schengen**, en se focalisant sur l'application des règles permettant aux citoyens d'exercer leurs **droits à la libre circulation** (accès aux droits sociaux dans les autres pays de l'UE notamment). Il analyse aussi l'organisation des contrôles aux frontières extérieures, ainsi que les projets d'harmonisation des **politiques conduites en matière d'asile**.

2. Renforcer la communauté économique et sociale européenne

La crise économique et sociale majeure frappant les pays européens conduit *Notre Europe - Institut Jacques Delors* à concentrer ses travaux sur trois thèmes fondamentaux pour l'évolution de la construction européenne, en 2013 et au-delà.

2.1. Vers l'union budgétaire, économique et bancaire

Notre Europe - Institut Jacques Delors continue à analyser la crise économique, sociale et politique en cours et la portée concrète de la **dialectique solidarité-contrôle** mise en œuvre pour lui faire face, notamment s'agissant des projets d'union budgétaire et d'union bancaire.

Il approfondit les conclusions du **rapport du « groupe Tommaso Padoa-Schioppa »**, notamment s'agissant de la mise en place d'un **fonds d'ajustement cyclique** au sein de la zone euro et de la **mutualisation de l'émission des dettes publiques**.

Il s'efforce par ailleurs d'analyser le renforcement effectif de la coordination au sein du **pilier économique de l'UEM** (semestre européen, pacte budgétaire, pacte euro plus, budget de la zone euro, etc.) et les conditions permettant de concilier au mieux efficacité et légitimité en la matière, au regard des compétences exercées au niveau national.

2.2. Le marché unique, 20 ans après

20 ans après « l'objectif 1992 » fixé par son Président fondateur, *Notre Europe - Institut Jacques Delors* prolonge les travaux engagés en 2012, notamment afin de mieux évaluer les **incidences économiques** (croissance, emplois), **sociales** (pouvoir d'achat, droits sociaux) et **fiscales** de l'intégration économique européenne, tout en proposant des recommandations sur ces trois registres.

Il suit également l'adoption et l'application des **Actes pour le marché unique 1 et 2**, en accordant une attention particulière aux **industries de réseaux**

(notamment énergie), aux grandes **infrastructures paneuropéennes** et à l'application des **règles de concurrence**.

2.3. « L'Europe sociale », bilan et perspectives

Notre Europe - Institut Jacques Delors analyse l'impact de la crise, des mesures d'austérité et des réformes de la gouvernance de l'UEM sur le **modèle social européen** et sur la **répartition des compétences entre niveaux national et communautaire**.

Il analyse la **concurrence et la convergence sociales** au sein de l'UE, en clarifiant la portée de ces deux phénomènes et en identifiant les **éléments et projets d'amélioration de la dimension sociale** de l'UE, en liaison avec les acteurs sociaux européens.

Il prolonge ses travaux relatifs aux activités européennes des **acteurs de l'économie sociale et solidaire**.

2.4. Autres travaux à dimension économique et sociale

Les travaux 2013 de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* portent également sur deux autres thématiques importantes d'un point de vue économique et social.

2.4.1. Dépenser ensemble après 2013

Dans un contexte de mise en œuvre des conclusions des négociations du cadre financier 2014-2020, il s'agit de contribuer aux débats sur les modalités de **réforme des principales politiques financées par le budget communautaire** (PAC, politiques de cohésion et programmes pour la mobilité notamment). Les politiques de **développement rural et agro-environnementale** font l'objet d'une attention particulière, dans le cadre d'une réflexion plus large sur le rôle de l'agriculture et de la ruralité au sein de l'UE. Il s'agit enfin de prolonger les travaux relatifs aux **autres modes d'europeanisation financière** (dépenses conjointes, coopérations renforcées, prêts, garanties, etc.), en évaluant leur potentiel de développement.

2.4.2. La « Communauté européenne de l'énergie », c'est maintenant

Notre Europe - Institut Jacques Delors approfondit ses analyses et recommandations relatives à une « Communauté européenne de l'énergie », notamment s'agissant de la mise en place d'un authentique **marché intérieur de l'énergie**. Ses travaux mettent en perspective les politiques énergétiques nationales des États membres tout en insistant sur la nécessité d'une approche commune afin de réduire les risques liés à

la **dépendance énergétique extérieure**. Ils contribuent à la mise en œuvre du projet européen de **transition énergétique à l'horizon 2050**, dans le cadre du triptyque « Compétition, coopération, solidarité ».

3. Une Europe actrice dans son voisinage et au niveau global

Jacques Delors a toujours souligné qu'il faudrait une longue maturation politique et intellectuelle pour produire une politique étrangère européenne, et qu'il fallait avant tout se concentrer sur des « actions communes » portant sur quelques enjeux clés, et notamment l'action de l'UE dans son voisinage immédiat. C'est dans cette double perspective que continuent à s'inscrire les travaux à dimension internationale de *Notre Europe – Institut Jacques Delors* pour l'année 2013.

3.1. Le « voisinage », première priorité

Notre Europe – Institut Jacques Delors poursuit des travaux d'analyses et de propositions visant à promouvoir une vision stratégique des relations de l'UE avec l'ensemble de ses voisins.

Il développe des travaux portant notamment sur l'amélioration des modes d'**intégration commerciale** avec les pays du Sud et de l'Est, ainsi que sur le « **partenariat oriental** » conclu par l'UE.

Il se focalise également sur des enjeux plus sectoriels, tels la mise en place d'une **Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie** ou la gestion des **flux migratoires**.

Il relance enfin ses travaux relatifs aux enjeux du **processus d'élargissement de l'UE**, à la faveur de l'adhésion programmée de la Croatie.

3.2. Enjeux globaux, vision commune

Notre Europe – Institut Jacques Delors contribue à la formation d'une **vision européenne stratégique des grands enjeux globaux** auxquels sont confrontés les pays de l'UE (concurrence économique, énergie-climat, migrations, enjeux de sécurité, etc.) et produit des analyses et recommandations relatives à la manière dont sont coordonnées les politiques externes dans plusieurs secteurs essentiels (**commerce, énergie, défense**).

Il agit notamment dans le cadre de l'initiative « **Think Global – Act European** », via la mobilisation d'un réseau d'une quinzaine de think-tanks européens produisant des analyses paneuropéennes et des recommandations adressées aux principaux décideurs européens et nationaux (Conseil, Service européen pour l'action extérieure, Commission européenne et Parlement européen). Il s'appuie aussi sur des **contributions collectives émanant de personnalités européennes** soucieuses de renforcer l'influence européenne au niveau international.

3.3. Autres travaux à dimension internationale

Après avoir analysé la portée pratique du principe de **solidarité en matière énergétique** inscrit dans les traités européens, *Notre Europe – Institut Jacques Delors* s'efforce d'élargir ses travaux à d'autres domaines dans lesquels l'UE doit s'efforcer de garantir ou de consolider son accès à des marchés externes (par exemple **en matière agricole**).

Ses travaux portent également sur l'évolution des autres **processus d'intégration régionale** et la nature des relations qu'ils établissent avec l'UE, mais aussi entre eux (exemples des accords entre intégrations régionales en Asie et du projet de zone de libre-échange transatlantique). ●

Avec le soutien de :



Programme
L'Europe pour les citoyens



Compagnia
di San Paolo



PREMIER
MINISTRE



www.notre-europe.eu
19 rue de Milan 75009 Paris – France
info@notre-europe.eu

